

Discours de politique générale du Premier ministre SUGA Yoshihide à l'occasion de la 203^{ème} session du Parlement

1. Combiner la lutte contre le SARS-CoV-2 (COVID-19) et l'économie

Ayant été nommé depuis peu 99^e Premier ministre du Japon, il m'incombe la lourde responsabilité de « prendre la barre » de ce pays, alors que nous sommes confrontés à une propagation de l'épidémie de coronavirus et au pire ralentissement économique depuis l'après-guerre.

Avant tout, je salue à nouveau la mémoire des victimes de cette pandémie.

J'exprime aussi tout mon respect ainsi que mes sincères remerciements aux nombreuses personnes dont les efforts altruistes nous permettent de continuer à vivre au quotidien, à commencer par les personnels soignants et médicaux qui restent aux avant-postes de la lutte contre le virus.

Bien que l'épidémie connaisse un ralentissement au niveau national depuis la mi-juin, la situation actuelle reste incertaine avec une lente diminution des nouveaux cas positifs. Nous ferons tout pour éviter une explosion des cas et protéger la vie et la santé de nos concitoyens. En outre, nous rétablirons la santé économique du pays et relancerons l'activité socio-économique.

En prévision de la grippe saisonnière de cet hiver, nous veillons à ce que les institutions médicales de province puissent effectuer en moyenne près de 200 000 tests quotidiens. Tout en mettant en place le dépistage systématique des individus qui risquent de développer une forme grave de la COVID-19, comme les personnes âgées et celles qui souffrent de pathologies sous-jacentes, nous donnerons la priorité des ressources médicales aux patients qui en ont le plus besoin.

Sur la question d'un vaccin, nous privilégierons avant tout sa sécurité ainsi que son efficacité et réserverons un nombre suffisant de doses pour pouvoir vacciner gratuitement l'ensemble de la population d'ici la première moitié de 2021, en donnant la priorité aux personnes âgées, aux patients souffrants de pathologies sous-jacentes et aux personnels soignants.

Depuis le changement de gouvernement il y a huit ans [*NdT* nomination du Gouvernement ABE II en 2012], nous n'avons cessé d'œuvrer à la relance de l'économie nationale. À l'avenir, je mènerai donc des réformes supplémentaires dans la lignée des « Abenomics ».

Avant la formation du gouvernement de 2012, nous connaissions une situation difficile marquée par un yen extrêmement fort et des cours bas. Actuellement, le marché fait preuve

de stabilité malgré la présente pandémie. Alors que la population japonaise diminue, nous avons pu augmenter la population active de 4 millions de travailleurs supplémentaires. Le prix des terrains en province, qui connaissait une baisse constante, a enregistré l'année dernière sa première remontée depuis 27 ans.

La pandémie de coronavirus a éclaté au moment où l'économie japonaise enregistrerait ses meilleurs résultats depuis l'éclatement de la bulle économique. La situation économique restant difficile, nous poursuivrons les mesures destinées à protéger l'emploi et à permettre la poursuite de l'activité économique : allocations pour le maintien de l'emploi plafonnées à 2 millions de yens, octrois de prêts garantis par l'État sans intérêt et sans caution d'un montant de 40 millions de yens, etc.

Enfin, la campagne « Go To » participe à soutenir le tourisme, le secteur de la restauration, les salles de spectacle et de concert, les animations des rues commerçantes. À ce jour, sur un total de plus de 25 millions de voyageurs, seuls quelques dizaines d'entre eux ont été testés positifs. Cette campagne est menée de façon pertinente, les professionnels appliquant strictement le protocole sanitaire et les utilisateurs veillant à éviter les « trois conditions facilitant la contagion (*San (3) mitsu*) ».

À l'avenir, nous n'hésiterons pas à mettre en place les mesures qui s'imposent, tout en surveillant attentivement les tendances économiques au niveau national et international, à commencer par l'impact économique de la pandémie.

2. Réalisation d'une société connectée et chaînes d'approvisionnement

Cette pandémie a révélé de nombreuses problématiques telles que le retard numérique dans les services publics et le secteur privé ou les déséquilibres des chaînes d'approvisionnement. Nous concrétiserons des réformes administratives audacieuses, notamment dans le domaine du numérique, et bâtirons la nouvelle société du « vivre avec et après la COVID-19 ».

Pouvoir faire toutes ses démarches sans avoir à se rendre dans les locaux administratifs. Avec le travail à distance, pouvoir travailler comme en ville tout en résidant à la campagne. Pouvoir y bénéficier des mêmes prestations médicales et suivre le même enseignement qu'en zone urbaine. C'est une telle société que nous mettons en place.

Dans ce but, nous poursuivons la numérisation de l'administration en supprimant les lourdeurs et obstacles au sein des services gouvernementaux et des collectivités locales. Nous procéderons dans les cinq années à venir à une unification ainsi qu'une standardisation des systèmes informatiques des collectivités locales pour garantir à chacun un accès rapide aux services, et ce quelle que soit la commune où il réside.

Concernant la carte « My Number¹ », notre objectif est de la délivrer à la quasi-totalité

¹ « My Number » est un système d'identification adressé à tous les résidents au Japon qui, à travers un numéro individuel unique, regroupe les données personnelles de chacun notamment en matière de fiscalité, de sécurité sociale (retraites, santé, travail et aide sociale) et de prévention des catastrophes naturelles.

des résidents du Japon durant les 30 prochains mois. À partir de mars 2021, nous commencerons à fusionner les identifiants de la sécurité sociale avec le système « My Number » et poursuivrons la numérisation du permis de conduire.

Nous créerons une agence gouvernementale du numérique, véritable tour de contrôle chargée de mener à leur terme ses réformes. Nous accélérerons les préparatifs en vue de son lancement dans le courant de l'année prochaine, indépendamment des prérogatives des agences gouvernementales et en impliquant massivement les ressources du secteur privé.

L'éducation est un des fondements de la nation. Nous poursuivons la mise à disposition à tous les élèves du primaire et du collège d'un terminal individuel et développerons l'enseignement à distance pour tous les enfants. Nous élaborerons ainsi de nouvelles pratiques d'apprentissage conformes à une société connectée.

En outre, nous soutenons les nouvelles habitudes de travail, comme le travail à distance ou le « workation² ». L'apposition d'un sceau personnel ou professionnel (*hanko*) pour des documents administratifs sera en principe supprimée car elle peut entraver la diffusion du travail à distance.

Les disparités dans la production de masques de protection et de textile pour confectionner des surblouses médicales ont révélé les faiblesses des chaînes d'approvisionnement. Parallèlement à la relocalisation des centres de production au Japon et à une diversification à l'international, nous organiserons des systèmes de production au niveau national dans les secteurs de la santé, des soins et des technologies de pointe en favorisant l'automatisation *via* la numérisation et la robotique.

3. Réalisation d'une société écoresponsable

Le Gouvernement SUGA, qui a fait du cercle vertueux entre l'développement économique et la protection de l'environnement un des axes majeurs de sa stratégie de croissance, concentre tous ses efforts à la réalisation d'une société écoresponsable.

J'annonce solennellement que le Japon réduira à zéro ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050. En d'autres termes, notre objectif est d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 pour l'avènement d'une société décarbonée.

La lutte contre le réchauffement climatique n'est plus une entrave à la croissance économique. Nous devons modifier notre approche car c'est en prenant des mesures proactives contre le réchauffement climatique que nous favoriseront la refonte de la structure industrielle et du système économique, permettant ainsi une forte croissance.

La clef réside dans les innovations de rupture, à commencer par la nouvelle génération

² Le « workation », mot-valise composé de l'anglais « work » (travail) et « vacation » (vacances), désigne un mélange de vacances et de travail dans des lieux touristiques faisant appel notamment au travail à distance.

de cellules photovoltaïques ou le recyclage du CO₂. Nous encouragerons donc une accélération de la recherche et développement dans ces domaines en vue de leur mise en application.

Tout en mobilisant pleinement les politiques publiques telles que les réformes réglementaires et en développant davantage les investissements écoresponsables, nous concentrerons toute notre énergie à la réalisation d'une société décarbonée, en créant par exemple de nouveaux espaces de réflexion au niveau local et national.

La numérisation dans les secteurs en rapport avec l'environnement favorise leur « verdissement » de manière efficace et efficiente. En étant un moteur des industries vertes au niveau mondial, nous créerons un cercle vertueux entre l'développement économique et la protection de l'environnement.

Nous assurerons un approvisionnement énergétique stable en poursuivant une politique en matière de nucléaire civil axée sur la sûreté, ainsi qu'en faisant davantage d'économies d'énergie et en favorisant au maximum le recours aux énergies renouvelables. Nous nous détournons donc de manière radicale de notre politique vis-à-vis des centrales thermiques au charbon que nous poursuivions depuis de nombreuses années.

4. Créer des régions dynamiques

Je suis né dans une famille d'agriculteurs du département d'Akita, où il neige abondamment. J'ai fait mon entrée en politique à Yokohama, où je n'avais aucune attache familiale ou locale, en partant de rien. Guidé par mon désir indéfectible de « créer des régions dynamiques », j'ai initié une fois devenu ministre des Affaires intérieures et des Communications le « Hometown Tax » (*furusato nozei*)³, qui représente désormais un montant annuel de 500 milliards ¥⁴.

Les dépenses de la municipalité et des trois départements qui composent ce qu'on appelle communément l'agglomération de Tokyo ne représentent que 30% de la consommation au niveau national. Les réformes mises en place dans certains secteurs, comme les secteurs touristique et agricole, engendreront des flux touristiques vers les différentes régions japonaises, favorisant un développement de leurs ressources et de leur dynamisme qui bénéficiera à l'économie japonaise. Le tourisme récepteur (*inbound tourism*) a été multiplié par 4 depuis le changement du gouvernement en 2012, progressant à 32 millions de touristes étrangers et la valeur des exportations de produits agricoles a été multipliée par 2 pour atteindre 900 milliards ¥⁵.

Les produits agricoles japonais rencontrant une forte popularité en Asie et dans le reste du monde, le volume des exportations peut encore croître durablement. Malgré l'impact de la pandémie de coronavirus depuis le début de l'année, les derniers chiffres ont

³ Système au Japon qui permet aux contribuables qui vivent dans les zones urbaines de contribuer aux zones rurales en échange d'un crédit d'impôt sur le revenu et de taxe de séjour.

⁴ Soit plus de 4,01 milliard € (taux du 27/10/2020)

⁵ Soit 7,28 milliards € (au taux du 27/10/2020)

progressé de 11% par rapport à l'année dernière, montrant des signes de reprise.

Sous la supervision de la Direction Générale des exportations, créée en avril dernier au sein du Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, les différents organes officiels concernés coopèrent ensemble pour mener les pourparlers avec les pays partenaires et nous avons accéléré les procédures d'autorisation pour les sites de transformation des produits destinés à l'exportation. Les stratégies afférentes seront planifiées d'ici la fin de l'année puis mises en place rapidement, avec l'objectif d'augmenter le chiffre d'affaires à 2 billions ¥ en 2025 et 5 billions ¥ en 2030. Pour leur part, les réformes relatives au secteur agricole et mises en place jusqu'à maintenant continueront d'être développées pour favoriser l'essor économique des régions.

Les voyages continueront de faire partie intégrante de notre quotidien. Nous ferons redécouvrir les valeurs cachées du Japon, poursuivrons le développement des structures d'accueil des touristes dans les régions touristiques et définirons dans le courant de l'année un plan destiné à relancer les offres touristiques.

Pour développer les ressources des régions et dynamiser la consommation, nous travaillons à augmenter le salaire minimum sur l'ensemble du territoire.

5. Créer de nouveaux flux de personnes

Dans le contexte de lutte contre la COVID-19, alors que l'on redécouvre les attraits de la province, les environnements dans lesquels évoluent industries et entreprises sont bouleversés. Face à cette situation, nous allons créer de nouveaux flux de personnes, des grandes villes aux provinces, entre compagnies ou encore vers les PME et les start-ups, et ouvrir de nouvelles voies pour une future croissance.

Les grandes entreprises et les PME abritent des talents humains remarquables. Nous lancerons dans l'année, en commençant par les banques, un dispositif financé par des fonds publics pour proposer aux ETI et aux PME locales comme ressources managériales des personnes ayant acquis de l'expérience dans de grands groupes.

La nécessité pour notre pays d'entretenir des échanges humains internationaux et d'intégrer la croissance globale demeure la même post-COVID.

Nous avons assoupli ce mois-ci les conditions d'entrée au Japon pour les professionnels et les étudiants étrangers. Nous augmenterons nos capacités de test à l'entrée sur le territoire jusqu'à 20 000 sujets par jour dans le courant du mois prochain, et relancerons nos activités économiques à l'internationale tout en prenant des mesures rigoureuses pour lutter contre l'épidémie.

Le Japon vise à devenir un centre financier asiatique et international en accueillant du personnel qualifié venu de l'étranger. Dans ce but, nous poursuivons rapidement des réflexions sur le système de taxes, la capacité des administrations à fournir des services en anglais et la facilitation de l'obtention du statut de résident.

La réforme de la gouvernance des entreprises est la clé pour accentuer la valeur des entreprises japonaises. Pour une croissance renouvelée, nous encouragerons le recrutement des femmes, des travailleurs internationaux et des personnes en milieu de carrière, et poursuivrons des réformes pour l'accomplissement de la diversité sur les lieux de travail et d'une gestion d'entreprise sans entraves.

6. Des garanties sociales rassurantes

Ce sont les enfants qui portent l'avenir de notre pays. Nous prendrons à bras le corps la question de la baisse de la natalité à laquelle le Japon est confrontée depuis de longues années, et ferons de grandes avancées en la matière.

Depuis notre retour au pouvoir, 720 000 places ont été ouvertes dans les garderies et les crèches, et le nombre d'enfants sur les listes d'attente a atteint cette année son plus bas niveau depuis le début du référencement à 12 000.

Pour faire en sorte qu'aucun enfant n'ait plus à attendre une place en crèche ou en garderie, nous étudierons l'utilisation de dispositifs d'accueil adaptés à l'accroissement du nombre des femmes qui travaillent, ainsi que de ressources locales comme les écoles maternelles et les baby-sitters. De même, nous consoliderons l'après « Plan pour une puériculture sereine » (*Kosodate anshin puran*) d'ici la fin de l'année. Afin de promouvoir l'implication des pères dans l'éducation de leurs enfants, nous demandons depuis cette année aux agents publics de prendre un congé paternité de plus d'un mois et encouragerons également ce type de mesure dans les entreprises privées.

Un couple m'a un jour confié avec une expression chagrinée : « Bien que nous travaillions tous deux, un de nos deux salaires disparaît dans les traitements contre l'infertilité ».

Pour répondre aux personnes connaissant des situations similaires, nous supprimerons les limitations de revenus des aides sociales et mettrons rapidement en place une prise en charge des traitements contre l'infertilité par l'assurance sociale. Entre-temps, nous élargirons grandement le dispositif d'aides actuel.

Afin de stopper la maltraitance faite aux enfants, nous renforcerons les mesures prises en renforçant par exemple les systèmes mis en place dans les centres d'accueil et d'écoute des jeunes enfants ou les communes. Notre société fera bloc pour lutter contre la pauvreté infantile *via* notamment le soutien aux familles monoparentales.

A cause de la COVID-19, les femmes sont exposées à une situation particulièrement difficile en matière d'emploi. Mais ces circonstances ne doivent pas mettre un frein à la vitalité de leurs activités, que nous avons encouragées jusque-là. Nous formulerons d'ici la fin de l'année un nouveau plan pour l'égalité femmes-hommes afin d'établir une société dans laquelle toutes les femmes puissent briller. Nous soutiendrons également les étudiants et les lycéens en difficulté dans leur recherche d'emploi.

En plus de promouvoir des réformes du travail comme le principe « à travail égal, salaire égal », nous fournirons une aide conforme à la situation de chacun pour favoriser l'accès à l'emploi et l'intégration dans la société de la génération touchée par le gel des recrutements à la sortie des établissements de l'enseignement supérieur.

Nous bâtirons une société dans laquelle les personnes en situation de handicap ou atteintes de maladies incurables puissent être actives en déployant leurs talents personnels, que ce soit au travail ou en province.

A l'entrée dans l'ère des centenaires, nous prendrons des mesures pour accroître l'espérance de vie en bonne santé à travers la prévention et la promotion de la santé. Dans un même temps, nous garantirons la formation d'aides-soignants et améliorerons la productivité dans le domaine des soins pour les personnes âgées.

Par ailleurs, nous remédierons aux inefficacités et inégalités de ces différents dispositifs. Outre la révision annuelle des prix des médicaments, nous chercherons à pérenniser les consultations médicales en ligne pour rendre les services plus pratiques grâce à la numérisation.

En 2022, les baby-boomers auront plus de 75 ans. Nous réformerons les soins aux personnes âgées en nous fondant sur les principes appliqués jusqu'à présent.

Nous construirons un système de sécurité sociale qui soit rassurant pour toutes les générations et que nous transmettrons aux générations suivantes.

7. Reconstruction après le grand séisme de l'Est du Japon et gestion des catastrophes

Lors de ma visite le mois dernier au lycée Futaba Mirai Gakuen de Fukushima, en voyant l'enthousiasme que les élèves portent à la reconstruction et en apprenant les méthodes qu'ils emploient pour combattre les rumeurs délétères, j'ai été conforté dans le sentiment que grandissent ici des jeunes qui exploreront l'avenir et le monde.

Même si cela doit prendre des mois, voire des années, je garde la ferme intention de lever un jour la consigne d'évacuation pour toutes les zones où le retour est encore interdit.

Sans la reconstruction de Fukushima, il n'y aura pas de reconstruction de la région du Tohoku. Sans la reconstruction du Tohoku, il n'y aura pas de revitalisation du Japon. Nous poursuivrons la reconstruction et la revitalisation avec une plus grande célérité, tout en restant à l'écoute des sinistrés.

Je prie pour le repos des personnes disparues suite aux pluies diluviennes qui ont frappé cet été Kumamoto et tout le Japon. Je présente mes vœux de bon rétablissement à tous ceux qui ont été touchés par cette catastrophe.

Nous n'avons pas de temps à perdre en ce qui concerne les mesures contre les fortes pluies et les typhons, qui causent chaque année des dommages importants. Jusqu'à maintenant, on ne pouvait pas utiliser un barrage hydroélectrique ou agricole pour lutter contre les inondations, même s'il en avait la capacité. Mais nous sommes venus à bout des blocages administratifs entre les agences étatiques et avons doublé le volume d'eau utilisable en cas de sinistre en permettant l'emploi de tous les barrages. Lors des fortes pluies en juillet, nous avons procédé pour la première fois au déversement anticipé des eaux à Kisogawa, dont le maire m'a adressé une lettre de remerciements. Nous protégerons des inondations les populations vivant le long des cours d'eau en combinant l'aménagement de digues et de bassins de rétention à l'amélioration de la précision des prédictions météorologiques.

Afin que les personnes dont les habitations ont subi d'importants dommages suite à une catastrophe naturelle puissent retrouver plus rapidement une vie stable, nous réviserons la « Loi d'aide à la reconstruction pour les victimes de catastrophes naturelles » (*Hisaisha seikatsu saiken shien-ho*) et élargirons la cible des bénéficiaires aux aides.

A l'heure où se succèdent les catastrophes naturelles telles que dégâts des eaux et séismes, la prévention et la diminution des risques ainsi que la transition vers un territoire résilient demeurent des sujets de préoccupation majeurs. Nous dépasserons les barrières entre agences étatiques, collectivités locales et la distinction public/privé pour nous attaquer à la question de la résilience tout en observant l'évolution des désastres, et poursuivrons un aménagement du territoire qui résiste aux catastrophes.

8. Diplomatie et sécurité

Depuis mon entrée en fonction au poste de Premier ministre, j'ai multiplié les entretiens téléphoniques avec les pays du G7, la Chine et la Russie entre autres. Je suis déterminé à cultiver encore davantage les liens de confiance et la coopération avec chaque pays, à commencer par les Etats-Unis, et développer une diplomatie proactive.

La question des enlèvements de citoyens japonais par la Corée du Nord demeure d'une importance primordiale pour mon administration. Nous ferons tout notre possible pour permettre le retour au Japon de toutes les victimes le plus rapidement possible. J'ai l'intention de discuter avec le dirigeant nord-coréen KIM Jong-un sans poser de conditions. Sur la base de la « Déclaration Japon-Corée du Nord de Pyongyang », nous travaillerons à la résolution globale des questions en suspens (enlèvements de citoyens japonais, armes nucléaires et missiles), ainsi qu'à la normalisation des relations diplomatiques avec la Corée du Nord en tirant un trait sur un passé malheureux.

Dans un contexte sécuritaire tendu, protéger la vie des citoyens japonais et leur tranquillité quotidienne est un de nos devoirs les plus importants. Quant aux solutions alternatives au système antimissile Aegis Ashore, nous comptons poursuivre les discussions dans la lignée des annonces du mois dernier et prendre les dispositions nécessaires.

L'alliance nippo-américaine, axe central de la politique diplomatique et sécuritaire du Japon, sera le socle de la paix, de la prospérité et de la liberté pour l'espace Indopacifique et la communauté internationale. Tout en maintenant cette force de dissuasion, nous nous emploierons à alléger le fardeau des bases militaires qui pèse sur Okinawa. Afin d'éliminer dès que possible les risques liés à la base aérienne de Futenma, nous mènerons avec diligence les travaux pour son déménagement à Henoko. Jusaqu'à maintenant, nous avons également mené avec soin la rétrocession entre autres de la majeure partie de Camp Gonsalves, rétrocession la plus importante depuis la réintégration d'Okinawa au territoire japonais. Nous poursuivrons ces démarches en demeurant à l'écoute des habitants d'Okinawa.

J'ai effectué dernièrement une visite au Vietnam et en Indonésie. Nous coopérerons avec les pays qui partagent nos valeurs fondamentales, comme ceux de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), l'Australie, l'Inde et les pays européens, afin d'œuvrer à la réalisation d'un Indopacifique libre et ouvert fondé sur l'Etat de droit.

La stabilité des relations du Japon avec la Chine est cruciale non seulement pour nos deux pays, mais également pour la région et la communauté internationale. Nous profiterons des rencontres à haut niveau pour coopérer sur des problématiques communes, tout en réaffirmant les points qui méritent d'être soutenus.

Nous devons mettre un point final au différend relatif aux territoires du Nord sans le reléguer aux générations suivantes. Par le biais d'échanges d'opinions au sommet sincères avec la Russie, nous rechercherons le développement des relations nippo-russes dans leur ensemble, ce qui comprend la signature d'un traité de paix.

La Corée du Sud est un voisin extrêmement important pour le Japon. En vue de retrouver des relations bilatérales saines, nous requerrons des réactions appropriées de la part des autorités sud-coréennes sur la base de positions japonaises qui sont toujours restées les mêmes.

En raison de la menace que fait peser la COVID-19 sur la sécurité humaine, un renforcement de la coopération internationale est nécessaire. Outre le soutien aux pays en développement notamment dans le domaine de la santé, nous favoriserons le multilatéralisme. Nous nous attellerons de façon positive aux réformes de l'Organisation des Nations Unies, dont celle du Conseil de sécurité, de l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) et de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) entre autres.

Alors que l'économie mondiale stagne et que l'on observe une tendance au repli sur soi, nous prendrons l'initiative d'étendre une zone économique libre et équitable, maintiendrons et renforcerons le système de libre-échange multilatéral. Nous conclurons un accord de partenariat économique avec le Royaume-Uni et garantirons la continuité des activités des entreprises japonaises qui y sont implantées. Enfin, tout le gouvernement s'unira pour réagir de manière adéquate en ce qui concerne la sécurité de l'économie.

Nous sommes déterminés à organiser les Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo l'été prochain, comme gage que l'Humanité a triomphé du virus. Nous continuerons à faire tout notre possible pour que les épreuves puissent se dérouler en toute sécurité et sérénité.

Pour ce qui est de l'Exposition Universelle d'Osaka 2025, nous surmonterons de même la pandémie de COVID-19 pour promouvoir les attraits du Japon dans le monde.

9. Conclusion

C'est le peuple souverain qui décide en dernier ressort de la forme que doit prendre la Constitution, fondement de notre pays. Quant à la commission d'étude de la Constitution, nous organiserons des débats constructifs en dépassant le clivage majorité/opposition, après que chaque parti ait présenté ses positions. Nous espérons que cela donnera naissance à des discussions citoyennes.

Suite à notre retour au pouvoir, nous avons redynamisé l'économie et nous sommes attaqués aux problématiques quotidiennes afin de rebâtir le tissu diplomatique et sécuritaire. A l'avenir, nous maintiendrons les réformes appliquées dans chaque domaine et mettrons tout en œuvre pour connaître une croissance renouvelée.

En ce qui concerne les réformes promises jusqu'à présent, comme la réduction des tarifs des opérateurs mobiles, nous nous attèlerons immédiatement à celles qui peuvent déjà être mises en place et communiquerons leurs conclusions afin que l'on puisse se rendre compte des résultats produits.

La société telle que je la conçois est celle de « l'aide à soi, l'aide mutuelle et l'aide publique » ainsi que du « lien ». Dans un premier temps, on essaye de réaliser ce qui est à sa portée. Puis, on s'entraide au niveau familial et local. Enfin, le gouvernement protège l'ensemble grâce à un filet de sécurité. Nous souhaitons ainsi être un gouvernement qui bénéficie de la confiance de ses citoyens.

Pour ce faire, nous conjuguerons nos efforts pour éliminer la compartimentation des administrations, proscrire en leur sein les intérêts particuliers et la mauvaise pratique de ne jurer que par les précédents, et réviser les règlements. Nous réaliserons ces réformes en tant que « Cabinet au service des citoyens » de sorte à accomplir l'avènement d'une nouvelle époque.

Je vous remercie de votre attention.

(fin)